

Grands et petits planteurs dans la production de caoutchouc en
Afrique, c.1930-c.1970

William G. Clarence-Smith,
Department of History,
School of Oriental and African Studies (SOAS),
Thornough St.
Londres,
WC1H 0XG,
Angleterre.

wc2@soas.ac.uk



3èmes journées de recherches en sciences sociales

INRA SFER CIRAD

09, 10 & 11 décembre 2009 –Montpellier, France

Session: Innovation des agricultures familiales et politiques publiques - Le cas de
l'hévéaculture

Résumé

Au début des années 1930, dans le contexte de la crise économique mondiale, le caoutchouc semble condamné en Afrique. Le prix tombe à son niveau le plus bas en 1932, et le continent ne compte plus que pour 0,2% de la production mondiale en 1933. Cependant, le cartel international, établi en 1934, favorise l'Afrique, car les producteurs africains bénéficient alors de la lente remontée des prix, sans être astreints aux contraintes appliquées à la production en Asie. En même temps, les Américains, mécontents des interventions européennes augmentant les coûts de l'industrie des pneus, décident de persévérer dans leur aventure au Libéria. Les considérations stratégiques aident aussi à relever la production. De 1942 à 1945, avec la plupart des hévéas asiatiques tombés entre les mains des forces japonaises, l'Afrique connaît un nouvel âge d'or du caoutchouc. Des innovations spécifiques sont mises en place, telles que la plantation très dense d'hévéas, la saignée d'arbres très jeunes, et la 'saignée à mort' [*slaughter tapping*]. On récupère aussi des plantations abandonnées de types de caoutchouc autres que l'hévéa, et on relance la collecte du caoutchouc sauvage. Certaines initiatives persistent après la fin du conflit, en partie du fait de la durabilité de l'hévéa. Cet arbre mérite particulièrement son appellation de «culture pérenne», car il vit et produit plusieurs dizaines d'années. Aussi, les crises politiques en Asie, d'abord en Corée, et ensuite en Asie du Sud-est, font remonter les prix et les craintes politiques.

A côté des exploitations familiales, les grandes plantations connaissent aussi une expansion importante à cette période, mais leur rôle a probablement été exagéré. Si les grands planteurs européens étaient vraisemblablement les pionniers de l'*Hevea brasiliensis*, les petits planteurs ont vite pris la relève. Dans la cuvette centrale du Congo belge, la contrainte administrative y était pour beaucoup, mais dans le centre-ouest du Nigéria les familles ont spontanément planté des hévéas. Les grandes compagnies, notamment la Société Financière des Caoutchoucs [Socfin], ont joué un grand rôle dans le transfert de techniques de l'Asie du Sud-est, telles que les graines sélectionnées, les greffes de boutures, et la saignée en spirale. La deuxième guerre mondiale a hâté ces transferts. Mais les grandes plantations se sont heurtées à des problèmes de main-d'œuvre, et rien n'empêchait les petits planteurs d'adopter ces techniques, en les modifiant. Peter Bauer a montré comment les petites plantations asiatiques sont vite devenues plus rentables que les grandes, et on peut suggérer qu'il en était de même en Afrique.

Après une brève période d'optimisme et d'expansion, les conditions qui avaient favorisé l'expansion du caoutchouc s'inversent totalement. D'une part la production de caoutchouc synthétique se développe dans les pays industrialisés, et d'autre part l'Asie sort de ses crises : la Malaisie mate l'insurrection communiste vers la fin des années 1950, et la situation en Indonésie se stabilise après la chute de Sukarno en 1965. Enfin et surtout, en dépit de quelques exceptions, l'arrivée des indépendances en Afrique à partir de 1957 génère des politiques économiques désastreuses. À nouveau, à l'aube des années 1970, selon de multiples observateurs, il semble que le caoutchouc n'ait plus d'avenir en Afrique. Mais l'histoire de ces dernières décennies montre que l'agriculture familiale en décide autrement.

Mots-clefs: hévéa, petits planteurs, grands planteurs, transferts technologiques, Afrique.

Introduction

Peu de chercheurs se sont penchés sur l'histoire du caoutchouc en Afrique après les années 1910, quand la cueillette a cédé la place à la culture, et les prix mondiaux se sont effondrés. Le centre mondial de gravité du secteur s'est déplacé en Asie du sud-est, laissant l'Afrique et l'Amérique latine fournir d'autres denrées au marché international. Cependant, l'Afrique n'a jamais entièrement cessé de produire du caoutchouc.

Les rares publications qui mentionnent le caoutchouc africain après 1918 mettent l'accent sur les grandes plantations, tandis que les petits planteurs restent dans l'ombre. Les villageois africains apparaissent bien sur le devant de la scène entre 1942 et 1945, mais momentanément, et sous la guise de travailleurs forcés, obligés à reprendre la cueillette de caoutchouc pratiquée par leurs ancêtres.

Or la situation en Afrique était bien plus complexe. Certaines sociétés jouaient un rôle important dans le transfert de technologie, mais elles souffraient de leurs coûts de production élevés et d'un manque de main-d'œuvre chronique, et avaient donc constamment besoin du soutien de l'état. À long terme, elles avaient du mal à soutenir la concurrence des petits planteurs, qui se montraient souvent plus efficaces du point de vue économique. Peter Bauer a montré que les petites plantations en Asie étaient plus rentables que les grandes. (Bauer 1948) On peut suggérer qu'il en était de même en Afrique, car les nouvelles techniques amenées d'Asie étaient facilement utilisables par tous.

La renaissance timide des années 1930

Au début des années 1930, la crise économique mondiale semblait condamner le caoutchouc en Afrique. Le prix mondial étant tombé à son niveau le plus bas en 1932, l'Afrique ne comptait plus que pour 0,2% de la production mondiale l'année suivante, comparé à 0,7% entre 1925 et 1929. (Hailey 1938 : 1326-7) Le continent était apparemment incapable de concurrencer l'Asie.

La signature de l'International Rubber Regulations Agreement [IRRA], en 1934, a relancé la production africaine, sans que ce soit l'intention des promoteurs de ce cartel. D'une part, l'accord ne concernait que l'Asie, permettant aux planteurs en Afrique de bénéficier de la lente remontée des prix, sans être astreints aux contraintes à la production. (McFadyean 1944) D'autre part, certains Américains, mécontents du fait que l'IRRA augmentait les coûts de leur énorme industrie des pneus, cherchaient à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement. (Lief 1951 : 207)

Des considérations stratégiques ont simultanément soutenu la demande, dans un contexte de conflits de plus en plus nombreux, et d'une mécanisation rapide des forces armées dans le monde. Pour faire la guerre, il fallait plus que jamais des pneus, ainsi qu'une foule d'autres objets en caoutchouc. (Marshall 1995) À la fin de 1935, Mussolini ayant envahi l'Éthiopie, la Ligue des Nations a imposé des sanctions contre l'Italie, coupant le pays en grande partie de son approvisionnement en caoutchouc. (Pirelli 1937 : 526-7) Pendant la guerre civile espagnole, de 1936 à 1939, chaque côté a tenté de bloquer l'accès au caoutchouc à ses ennemis. (González García 1998) En cette conjoncture menaçante, certains se sont tournés vers l'Afrique, surtout si ils appartenaient à des pays sans colonies à caoutchouc en Asie du Sud-est. L'Amérique latine tentait bien des Américains, mais la SALB [South American Leaf Blight, *Microcyclus ulei*] restait un obstacle incontournable. (Dean 1987 : 96-107)

Les grandes plantations et le transfert de technologie dans les années 1930

La Firestone Tire and Rubber Company dominait l'économie du Libéria, disposant des plus grandes plantations de caoutchouc en Afrique. C'était une des quatre principales compagnies américaines de fabrication de pneus, avec son siège à Akron, Ohio, la capitale mondiale de l'industrie du caoutchouc. Harvey Firestone, ami de Henry Ford et particulièrement nationaliste dans ses opinions, avait cherché à développer des plantations en dehors des possessions britanniques et néerlandaises à partir de 1922. (Finlay 2009 : 55-60) La législation foncière ne favorisant pas ses projets aux Philippines, et l'Amérique latine étant inapte, en 1924 Firestone a choisi le Libéria, un 'semi protectorat' de Washington. La grande crise économique et des problèmes avec les autorités de Monrovia l'ont fait hésiter, mais pas pour longtemps, en partie à cause de la signature de l'IRRA en 1934. (Lief 1951 : 151-67, 206-7; Kraaij 1983 : I, 49-55, 421, 445) Les travailleurs étaient censés être libres, mais en réalité les chefs les fournissaient contre paiement par le gouvernement. (Salles 1979 : 167 ; Kraaij 1983 : I, 51, 441-5)

N'ayant pas d'expérience directe de l'Asie, la Firestone a employé des agronomes néerlandais. La compagnie a investi dans la technique de la greffe de boutures, amenant du matériel végétal de Sumatra et de Java, et formant la main-d'œuvre locale. Sur les presque 30.000 hectares plantés en 1940, les trois-quarts des hévéas étaient des clones à haut rendement. En outre, la moitié de la production, autour de 7.000 tonnes, était exportée à une usine près de Boston sous forme de latex liquide, une des technologies de pointe à cette époque. (Lief 1951 : 167, 205-7, 253-4)

La Société Financière des Caoutchoucs [Socfin] a aussi joué un rôle important dans le transfert de technologie de l'Asie à l'Afrique. Ce holding avait son siège à Bruxelles et comprenait des actionnaires belges influents, notamment la famille Hallet. Cependant, les Français dominaient, surtout le Groupe Rivaud de Paris. Les plantations principales de la Socfin se trouvaient dans les colonies anglaises et néerlandaises de l'Asie du Sud-est, et elle était le plus gros producteur de caoutchouc en Indochine. Le groupe avait aussi des terres en Afrique, mais il y produisait surtout de l'huile de palme et du café. (Clarence-Smith 1997 ; Vathaire 2009)

À partir de 1926, la Socfin s'est tournée vers le Cameroun sous tutelle française pour planter des hévéas. Par le biais de filiales, elle disposait d'anciennes concessions allemandes à Dizangué, près de Douala, déjà avec un peu de caoutchouc. En 1938, quand la Société des Plantations de la Sanaga est devenue la Société Agricole et Forestière Africaine [SAFA], elle avait presque 5.000 hectares en hévéas. La Socfin a introduit la greffe de boutures et la saignée en spirale pleine, élaborées en Asie du Sud-est, et a formé la main-d'œuvre locale à ces techniques. (*Rapports annuels de la Socfin*) En 1940, Dizangué a produit 1.137 tonnes de caoutchouc. (Juliat et al. 1951 : 218)

En dehors de Dizangué, les plantations de caoutchouc étaient rares dans la zone française du Cameroun, malgré les primes à l'exportation versées par le gouvernement de 1931 à 1935. (Etoga Eily 1971 : 366-8) Certaines anciennes propriétés allemandes avaient conservé un peu de caoutchouc, mais les quelques Allemands qui étaient revenus dans le territoire jouaient un rôle effacé dans ce secteur. (Coquery-Vidrovitch 1972 : 379 ; Metzger 2002 : I, 117)

Le roi des Belges aurait personnellement persuadé la Socfin à se lancer aussi dans la production de caoutchouc au Congo. (Anciaux 1955 : 136). En 1937, la Fincol, principal partenaire belge du Groupe Rivaud, a envoyé une mission d'études au Congo, et soumis des propositions au gouvernement colonial. (*Rapport de la Fincol 1937* : 12-13) Ayant délimité des terres propices dans la région de Tshuapa, dans la cuvette centrale, la Fincol a créé deux nouvelles compagnies, les Cultures équatoriales

et la Compagnie congolaise de l'hévéa. (Abeele 1968 : col. 451) Comme au Cameroun, la Socfin se vantait d'introduire les méthodes les plus perfectionnées, développées en Asie. (Anciaux 1955 : 136)

La Socfin n'était pas seule au Congo. Le plan agricole de 1933 prévoyait de nouvelles plantations européennes d'hévéas dans la cuvette centrale, et la Société Belge pour le Commerce du Haut-Congo a planté un peu. (Nelson 1994 : 152-3, 179) De petites plantations, neuves ou remises en état, étaient éparpillées à travers le nord de la colonie. (Stonelake 1937 : 29) En tout, le secteur des grandes plantations avait quelques 6.000 hectares en hévéa en 1938. (Great Briain 1944 : 388)

Unilever, grande firme anglo-néerlandaise, ne plantait du caoutchouc qu'en Afrique de l'ouest en cette période. En tant que grosse productrice de savon et de margarine, la société s'intéressait principalement à l'huile de palme. (Fieldhouse 1978) Néanmoins, la United Africa Company [UAC], filiale créée par une fusion de compagnies en 1929, a hérité quelques plantations d'hévéas. Elles se trouvaient dans le centre-ouest et l'est du Nigéria, ainsi qu'au Cameroun sous tutelle britannique. À partir de 1934, la UAC a modestement agrandi ces plantations, par exemple en plantant 900 hectares d'hévéas greffés à Ikotombo, dans l'est de la colonie, entre 1934 et 1936. En 1935, la UAC a transféré toutes ses plantations à une nouvelle filiale, PAMOL Ltd. Le caoutchouc était plus rentable que les bananes, l'huile de palme ou le cacao à la fin de la décennie, même si les profits restaient bien minces. (Fieldhouse 1994 : 204-5, 207-9)

Au Cameroun, les Allemands, précoces en la matière en Afrique, avaient plus de 7.000 hectares en caoutchouc en 1912, dont environ la moitié en hévéas. (ANC 1912) La plupart des plantations dans la zone britannique avaient été rachetées par leurs anciens propriétaires allemands en 1924, à une vente aux enchères. Le manque d'intérêt des *non-enemy nationals* contrastait avec le consentement de Berlin d'accorder des prêts substantiels aux sociétés allemandes. (BA 1924) En 1926, il ne restait plus que 2.800 hectares de caoutchouc, avec beaucoup de *Funtumia elastica*, arbre africain. (Whitford and Anthony 1926 : 6, 122-3) Les sociétés allemandes ont ajouté à leurs hévéas dans les années 1930, vendant leur caoutchouc presque uniquement à l'Allemagne. (Metzger 2002 : I, 116-17 ; Edington 1991 : 8-9).

Les quelques autres plantations de caoutchouc en Afrique occidentale et équatoriale avaient peu d'importance. Les plantations « européennes » de la Gold Coast [Ghana], concentrées dans le sud-ouest, ne couvraient qu'un peu plus de 300 hectares dans les années 1920. (Whitford et Anthony 1926 : 5-6 ; Dickson 1969 : 149) En Guinée-Conakry, une phase expérimentale n'avait rien donné, et bien peu restait de tentatives avec le *Funtumia* et l'hévéa en Sierra Leone. (Gwynne-Jones 1965 ; Whitford et Anthony 1926 : 31-3, 67 ; Brown 1914 : 16) Les hévéas donnaient de l'ombre au cacao sur l'île de Fernando Póo, en Guinée Équatoriale, mais les exportations ne dépassaient pas 200 tonnes par an. (Nosti 1948b : 208) En Afrique Équatoriale Française, certaines compagnies concessionnaires avaient tenté de passer du caoutchouc sauvage aux plantations d'hévéas, mais sans résultats probants. (Coquery-Vidrovitch 1972 : 375-9)

Le secteur était restreint en Afrique australe et orientale. Le sud-est de l'Ouganda était le foyer principal, avec 4.800 hectares en hévéas en 1936. (Hailey 1938 : 919) Au Nysalaland [Malawi] il y avait encore quelques surfaces plantées en *Manihot glaziovii* [caoutchouc du Ceará], un type de caoutchouc qui poussait dans des climats plus secs que ceux convenant à l'hévéa. (Brown 1914 : 27 ; Whitford et Anthony 1926 : 56-8) Les plus grandes étendues de *Manihot* dans le monde se trouvaient au Tanganyika [Tanzanie], où les anciennes plantations allemandes étaient

supposées couvrir 45.000 hectares en 1912, surtout dans la région d'Usambara. (Polhamus 1962 : 33) Mais ces propriétés avaient été en grande partie abandonnées après la première guerre mondiale. (Whitford et Anthony 1926 : 114-16) En 1936, Berlin espérait obtenir du caoutchouc auprès de sujets allemands retournés en Afrique de l'est, apparemment sans succès. (Treue 1955 : 255) De même, les plans italiens pour des plantations d'hévéas dans le sud-ouest de l'Éthiopie après 1935 n'ont pas abouti. (Larebo 1994 : 182)

Les petites et moyennes plantations dans les années 1930

Une partie du caoutchouc exporté par l'Afrique consistait encore en caoutchouc sauvage, provenant d'arbres, de lianes, et de racines. (Brown 1914 ; Whitford et Anthony 1926 ; Hailey 1938) La FAO estimait que ce caoutchouc de cueillette représentait 3.000 tonnes par an entre 1934 et 1938, sur environ 10.000 tonnes exportées. (FAO 1947 : tableau 43) Cette proportion était peut-être trop forte, reflétant une tendance à classer la petite production africaine sous la rubrique de caoutchouc sauvage, car les paysans restaient généralement dans l'obscurité.

La province de Benin [Edo], dans le centre-ouest du Nigéria, contenait le plus grand nombre de petits producteurs en Afrique occidentale. Quand le boom du caoutchouc sauvage battait encore son plein, les Anglais avaient encouragé les villageois à former des plantations communales de *Funtumia elastica*. Mais les paysans Edo ont créé leur propre système, bien différent du modèle colonial. La propriété privée s'est progressivement instaurée, et l'hévéa, introduit en 1895, a remplacé le *Funtumia*, sans que l'on sache exactement quand. (Helleiner 1966 : 120 ; Bradbury et Lloyd 1957 : 45, 63 ; Brown 1914 : 20) En 1926, les plantations villageoises comprenaient encore beaucoup de *Funtumia* au Nigéria, mais on estimait que les Africains avaient planté 2.000 hectares d'hévéa, comparé à 1.200 pour les Européens. (Whitford and Anthony 1926 : 5, 23-4) Le Nigéria exportait quelques 3.000 tonnes de caoutchouc à la fin des années 1930, sans que la répartition entre petits et grands planteurs soit indiquée. (Helleiner 1966 : tableaux) Ailleurs en Afrique occidentale, la Firestone aidait l'élite créole du Libéria à se constituer de petits domaines d'hévéas. (Kraaij 1983 : I, 445-6)

L'exemple de l'Ouganda montre qu'il faut se méfier d'un certain triomphalisme colonial. Lord Hailey annonçait en 1938 que tout le secteur du caoutchouc de plantation était en mains européennes. (Hailey 1938 : 919) En réalité, les *native cultivators* avaient aussi planté des hévéas pendant les années 1920, pour remplacer le *Manihot*. (Whitford and Anthony 1926 : 41) En 1935, à côté des 4.800 hectares des Européens, les indigènes cultivaient quelques 400 hectares en hévéas, parfois mélangés avec des caféiers. (Mukasa 1970 : 210)

La culture obligatoire du caoutchouc était surtout importante en Afrique équatoriale. Au Congo belge, l'hévéa était un des trois produits imposés par le plan agricole de 1933. En pays Mongo, principal touché par ces mesures, des agronomes européens sélectionnaient les terrains, souvent en bordure d'une piste nouvellement construite, où les villageois devaient planter 25 à 40 hectares de palmiers à huile et d'hévéas. Les prix de vente, ainsi que les acheteurs, étaient fixés par l'administration. En 1940, presque 2.000 hectares étaient ainsi plantés en hévéa dans la région. (Nelson 1994 : 153, 168-9)

En Afrique Équatoriale Française, à partir de 1916, le gouvernement avait imposé la culture du *Manihot*, et d'un peu d'hévéa, surtout dans le centre-sud de l'Oubangui-Chari [République Centrafricaine]. (Coquery-Vidrovitch 1972 : 430-1, 435-6) Ce système a été suspendu pendant la grande crise économique. (Kalck 2005 :

167) Cependant, on observait une certaine reprise autour de Bangui à partir de 1934, sans que l'on sache si la contrainte administrative était encore de règle. (Great Britain 1942 : 410)

La 'bataille du caoutchouc' pendant la seconde guerre mondiale

L'invasion de la Pologne en septembre 1939 a immédiatement rehaussé la valeur stratégique du caoutchouc, mais au départ le caoutchouc africain n'était qu'un produit d'appoint. Les sous-marins allemands faisaient des ravages, les Alliés manquaient souvent de bateaux, et l'appel sous les drapeaux désorganisait les plantations. Pour éviter l'inflation, les prix étaient contrôlés. Les accords économiques britanniques, avec les gaullistes au Cameroun en octobre 1940 et avec les belges au Congo en janvier 1941, ne faisaient pas mention de caoutchouc. (Joseph 1977 : 49 ; Onana-Mfege 2006 : 38-9 ; Willame 1983 : 219) Cependant, les accords de mai 1941 avec les gaullistes en Afrique Équatoriale Française prévoyaient l'achat de tout le caoutchouc exporté. (Thompson et Adloff 1960 : 217, 219) En Afrique du Sud, l'industrie des pneus a connu un développement rapide, mais en important du caoutchouc asiatique. (Lief 1951 : 262-3)

En outre, l'Afrique s'est scindée en deux camps hostiles. Les Alliés ont imposé un blocus contre les colonies de l'Axe, et en juin 1940 contre ceux de Vichy. (Medlicott 1952-59) Ils ont aussi exproprié les plantations appartenant aux sujets ennemis. (Edington 1991 : 8-9) Malgré ces entraves, mes calculs provisoires indiquent que les exportations africaines de caoutchouc sont passées d'environ 13.000 tonnes en 1939 à plus de 18.000 tonnes en 1941.

Entre décembre 1941 et mars 1942, les neuf dixièmes des hévéas du monde entier sont tombés entre les mains des forces japonaises. Les Alliés ont bien fait un effort énorme pour intensifier la production de caoutchouc synthétique et régénéré, mais il fallait du caoutchouc naturel pour les pneus de grande taille, pour les avions, les pièces d'artillerie, les camions et les bulldozers. (Allen 1949 : 447-8) Le continent africain est donc devenu central à la 'bataille du caoutchouc.' (Wendt 1947 : 227)

En plus, l'Afrique s'est regroupée sous la houlette des Alliés, avec la « non-belligérence » espagnole, la conquête de l'empire italien par les Alliés en 1941, et le ralliement de toutes les colonies françaises à la France libre après novembre 1942. Cependant, les Alliés n'ont pas toujours suivi une politique harmonieuse. Les Britanniques considéraient le continent, en dehors du Libéria, comme leur chasse gardée. Ils se plaignaient des activités des agents américains et sud-africains, qui offraient plus que le prix officiel pour le caoutchouc, et disposaient de biens importés. (Cowan and Westcott 1986 : 52-3 ; Hurstfield 1953 : 294, 369-70) Les fabriques de pneus sud-africaines, coupées de leurs sources de caoutchouc en Asie, se sont tournées vers leur hinterland. (*IRJ*, 9 janvier 1943) Quant aux Belges, ils louvoyaient expertement entre Américains, Britanniques et Sud-Africains. (Willame 1983 ; Cornelis 1983 ; Cowan and Westcott 1986 : 53-4) Les gaullistes, finalement, voulaient utiliser le caoutchouc pour faire pression sur les Américains. (Weinstein 1972 : 285)

Ce n'est qu'à partir de 1942 qu'un véritable boom du caoutchouc a enveloppé le continent. En 1945, selon les calculs de Peter Bauer, l'Afrique exportait 55.000 tonnes, correspondant à 28% du total mondial de caoutchouc naturel. (Bauer 1948 : 306) Selon mes calculs provisoires, les exportations africaines en 1945 frôlaient en fait les 60.000 tonnes, le même montant que l'Indochine à la veille de la guerre. En plus d'un effort gigantesque pour produire le plus possible à court terme, l'Afrique a

aussi bénéficié d'investissements sans précédents dans le secteur, avec des conséquences importantes pour l'avenir.

Les grandes plantations dans la guerre

En condition de guerre, et surtout à partir de 1942, les grandes plantations ont de nouveau innové, car un hévéa mettait un minimum de cinq ans pour entrer en production, et normalement sept ans ou plus. La solution la plus radicale étaient la 'saignée à mort' [*slaughter tapping*] d'arbres existants, ou du moins la saignée plus intensive que celle recommandée. Les compagnies plantaient aussi des hévéas en espacement ultra dense, et les saignaient très jeunes. On exploitait les hévéas utilisés ici et là pour donner de l'ombre à d'autres cultures, telles le cacao et le café. (Nosti 1948b : 208 ; *IRJ*, 4 juillet 1942). Certains ont récupéré des plantations abandonnées, souvent contenant du *Manihot* ou du *Funtumia*, par exemple en Sierra Leone. (Gwynne-Jones 1965 : 23) Finalement, les gouvernements ont insisté que les grandes sociétés contribuent au développement d'un secteur africain du caoutchouc, impliquant un certain transfert de technologie entre grands et petits planteurs.

Dès le printemps de 1940, la Firestone a commencé à intensifier ses méthodes de production au Libéria, répondant au programme de stockage ambitieux des États-Unis, et la compagnie s'est lancée allègrement dans la « bataille du caoutchouc » en 1942. De 5.500 tonnes en 1939, la production est passée à 20.000 en 1945, représentant un tiers des exportations du continent. La main-d'œuvre comptait 12,500 personnes en 1940, et 29,500 en 1947. À partir de 1942, la Firestone vendait son caoutchouc exclusivement à la Rubber Development Corporation. La compagnie a introduit la saignée en spirale pleine, en application journalière. Les arbres étaient aussi saignés plus jeunes que d'habitude. Tout ceci augmentait fortement le risque de tuer les hévéas, mais la Firestone a néanmoins évité une politique claire de saignée à mort. (Lief 1951 : 321-7 ; Taylor 1956 : 59-60 ; Schulze 1973 : 109, 338 ; Salles 1979 : 167 ; Serier 1993 : 198)

En outre, la Firestone a construit une nouvelle usine de latex liquide, concentré et de haute gamme, à Harbel en 1940. Après 1942, le Libéria est devenu la seule source Alliée de cette forme de caoutchouc naturel, essentiel pour les gants chirurgicaux et autres usages spécialisés. (Taylor 1956 : 61 ; Lief 1951 : 327)

La Unilever, elle aussi, a eu une « bonne guerre ». Au Nigéria et au Cameroun britannique, le caoutchouc contribuait les trois-quarts des profits grandissants de la PAMOL entre 1941 et 1945. (Fieldhouse 1994 : 205, 211) Les exportations du Nigéria seul sont passées de presque 3.000 tonnes en 1939 à presque 11.000 tonnes en 1945. (*RSB*) La proportion venant des grandes plantations n'est pas indiquée, mais était peut-être un tiers. Au Congo belge, les Huileries du Congo Belge, autre filiale de la Unilever, se sont donc lancées dans le caoutchouc en 1942, sur leurs propriétés de Gwaka et Mokania. (Edington 1991 : 11-12)

Des trois grandes sociétés de plantation de caoutchouc en Afrique, la Socfin se trouvait en plus mauvaise posture. La défaite de la Belgique et de la France, en mai et juin 1940, a provoqué une scission dans le groupe. Robert Hallet, accompagné de plusieurs cadres belges, a rejoint New York, tandis que le personnel français du Groupe Rivaud est en majorité restée à Paris, gérant les plantations de la Socfin en zone de l'Axe. La perte des plantations malaises et indonésiennes en 1942 a durement secoué les finances de la société. (Clarence-Smith, à paraître)

Robert Michaux, longtemps à la tête des plantations de la Socfin en Malaisie, dirigeait le nouvel Institut de Recherches sur le Caoutchouc en Afrique à Paris, à partir de janvier 1942, avec une subvention de Vichy. Il avait fait une tournée

d'inspection en Afrique de l'ouest en 1941, et avait délimité une zone pour la création de grandes plantations de caoutchouc dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. En attendant, il a lancé une station expérimentale de 150 hectares à Bingerville. (Padirac 1993 : pp. 10, 14-16 ; Schoofs 1944 :84)

Pendant ce temps, Robert Hallet mettait les plantations de la Socfin au Cameroun et au Congo au service des Alliés, avec l'aide de planteurs rescapés de l'Asie du sud-est. (Boulle 1983 : 257) Le « Plan Hallet » de 1942 prévoyait la surexploitation des arbres existants au Cameroun, et l'expansion rapide des plantations. (Edington 1991 : 8 ; sérier 1993 : 199) Les autorités gaullistes fournissaient la main-d'œuvre par le système de travail obligatoire. (Onanan-Mfege 2006 : 59) La Socfin a aussi vendu ses immenses plantations de café en Angola, en 1943-44, pour financer le fameux « plan dense » au Congo, plantant 2.500 hévéas à l'hectare, en vue de les saigner précocement. En 1947, la Socfin avait 6.000 hectares en hévéa dans la région de Tshuapa. (ASB 1985)

L'Institut National pour l'Étude Agronomique du Congo Belge [INEAC] était là pour servir grands et petits planteurs, mais il a peut-être surtout profité aux grands. (Schoofs 1944 : 84) L'Institut a distribué des graines sélectionnées, ainsi que des brins greffés et du bois de greffe, et a combattu les maladies de l'hévéa. Il a soutenu l'intensification de l'hévéaculture, essayant plus de 4.000 plants à l'hectare, et saignant des semenceaux âgés de seulement 23 mois. (Henry 1983 : 339, 358, 365, 396). Ceci dit, cette dernière technique « ne donna pas les résultats espérés ». (BACB 1961 : 102)

Les grands planteurs au Congo belge luttèrent contre un certain nombre de problèmes. Ils ont adopté les méthodes intensives, sur autour de 7.000 hectares, à leurs risques et périls, car l'état ne promettait aucune compensation. (Becquet 1945 : 72-3) La main-d'œuvre était insuffisante, obligeant les patrons à ouvrir des cantines et à se pourvoir de produits importés. (Cornelis 1983 : 60-1, 70) Ceci dit, l'état colonial belge semblait prêt à obliger ses sujets à travailler sur les plantations.

Certains gouvernements coloniaux se sont même faits planteurs. Les plantations allemandes du Cameroun britannique, confisquées en septembre 1939 et mises à la disposition du « Custodian of Enemy Property », ont d'abord gardé leur personnel allemand. Après l'emprisonnement des Allemands, en juin 1940, les plantations ont temporairement réduit leurs activités, mais la perte de la Malaisie a fortement relancé le caoutchouc et l'huile de palme. (Epale 1985 : 116-18, 125-34 ; Ndi 1986 : 210) Des planteurs ayant fui la Malaisie ont fourni leur expertise, et les arbres étaient soumis à des saignées intensives journalières, en demi spirale. (IRJ, 16 janvier 1943)

Comme les sociétés de plantation ne s'intéressaient guère aux anciens bosquets d'arbres autres que l'hévéa, les pouvoirs publics ont agi à partir de 1942. Au Congo belge, le Département de l'Agriculture a repris en main des plantations abandonnées de *Manihot* et de *Funtumia*. Les autorités britanniques comptaient faire de même, avec l'aide d'un personnel réfugié de la Malaisie. (IRJ, 4 juillet 1942) Malgré les ravages du feu, et le remplacement de *Manihot* par le sisal et d'autres plantes, beaucoup d'arbres restaient sur des plantations délabrées au Tanganyika, souvent contrôlées par le « Custodian of Enemy Property ». L'état colonial a pris possession d'un peu plus de 5.500 hectares, débroussaillés et saignés par des travailleurs recrutés dans le centre du territoire sous discipline militaire. De 1942 à 1945, les Sud-Africains ont obtenu autour de 5.000 tonnes de caoutchouc, ou 1.250 tonnes par an en moyenne, du Tanganyika. (Westcott 1982 : 82-6 ; Westcott 1986 :

146, 151) Un système semblable opérait dans la zone côtière du Kenya, mais à plus petite échelle et en associant des plantations privées. (Kenya 1946 : 14)

Le caoutchouc sauvage - mythes et réalités

Le rôle et les modalités de la récolte de caoutchouc sauvage pendant la guerre ont retenu l'attention des historiens de l'Afrique, mais deux grands mythes marquent ces écrits. D'une part, on a exagéré l'importance du caoutchouc de cueillette, malgré les estimations de la FAO qu'il constituait seulement un cinquième des exportations africaines pendant la guerre. (FAO 1947 : tableau 43) D'autre part, on a exagéré le degré de violence utilisé contre les Africains, dans le cadre d'un discours nationaliste et anti-colonial.

Pendant la première partie de la guerre, les Alliés ne s'intéressaient guère au caoutchouc sauvage, tandis que les pays de l'Axe, ci-inclus le régime de Vichy, en voulaient bien, mais devaient surmonter des difficultés considérables pour l'envoyer en Europe. (Serier 1993 : 198 ; Metzger 2002 : I, 495, 509 ; Morris 1982 : 273) Les exportations de l'Afrique Occidentale Française [AOF] ont plus que triplé, et comme la fédération n'avait pas de plantations, ni grandes ni petites, ce caoutchouc provenait surtout de lianes *Landolphia*. (Aubréville 1950 : 380) Les exportations sont passées d'environ 500 tonnes en 1939 à 1.850 tonnes en 1941, avant de retomber à 1.000 tonnes en 1942. La Guinée-Conakry était le plus gros producteur, suivie par le Sénégal et le Soudan. (Afrique Occidentale Française, 1950 : 300-9)

Après décembre 1941, les Alliés sont aussi devenus enthousiastes pour caoutchouc sauvage, même si les industriels britanniques se plaignaient amèrement de la mauvaise qualité de ces *African wilds*. (Brazier 1952 : 324) Les colonies françaises comptaient pour beaucoup dans ce secteur. Passée du côté des Alliés à la fin de 1942, l'AOF exportait autour de 3.000 tonnes par an en 1944-45, provenant surtout de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. (Afrique Occidentale Française, 1950 : 300-9) En Côte d'Ivoire, le caoutchouc était plutôt extrait d'arbres *Funtumia* dans la forêt. (Afrique Occidentale Française, 1951 : 70) Les exportations de l'Afrique Équatoriale Française [AEF] consistaient aussi entièrement de caoutchouc sauvage, et elles avaient fléchi à 600 tonnes au début des années 1940, avant de remonter à 3.500 tonnes en 1944. (Afrique Équatoriale Française, 1951) L'Oubangui-Chari [RCA] contribuait autour de la moitié. (Kalck 1959 : 212) Madagascar a exporté entre 500 et 1.000 tonnes par an de caoutchouc de cueillette dans les dernières années de la guerre. (Guillermin 1947 : 41-2)

Quant aux méthodes utilisées pour extraire le caoutchouc sauvage, il faut se rappeler que les puissances coloniales craignaient beaucoup les soulèvements, car elles manquaient de moyens de répression en situation de guerre mondiale. Il semblerait que, dans l'ensemble, une politique des prix était dominante. Dans la chambre des communes, Harold Macmillan, sous-secrétaire d'état aux colonies et futur premier ministre, expliquait en juin 1942 que les prix avaient été fixés à un niveau qui assurerait une production maximale. (*IRJ*, 4 juillet 1942)

La France, tant pétainiste que gaulliste, était le principal accusé de violence. R. W. Johnson maintient qu'en Guinée-Conakry 'toutes les horreurs du boom de caoutchouc précédent renaissent.' (Johnson 1972 : 241) Jean Suret-Canale ajoute que la récolte du riz en Guinée s'en trouvait menacée en 1941. (Suret-Canale 1971 : 480) La France libre aurait même été plus contraignante. (Johnson 1972 : 240-1) En 1944, les forces gaullistes ont détruit un village à l'est du Fouta Djallon, parce que les habitants fuyaient au lieu de récolter le caoutchouc qu'on leur réclamait. En Côte d'Ivoire en 1945, le gouverneur se plaignait du mauvais rendement et des dangers de

la maladie du sommeil. (Suret-Canale 1971 : 480) Félix Éboué et ses fonctionnaires, en AEF, condamnaient ce « système barbare », sans voir d'alternatif. (Crubilé 1950 : 317 ; Franzini 1950 : 356 ; Thompson et Adloff 1960 : 195 ; Suret-Canale 1971 : 480-1) Selon Pierre Kalck, cela « donna lieu à de nouveaux abus qui discréditèrent la France libre auprès des masses villageoises. » (Kalck 1959 : 159)

On peut se demander si ce catalogue de méfaits reflète entièrement la réalité vécue. Des témoignages oraux, recueillis par Tamara Giles-Vernick dans le sud-ouest de l'Oubangui-Chari, donnent une toute autre image. Les Africains de cette région lamentent que la France ait cessé d'acheter le caoutchouc sauvage après la guerre, malgré les abus qui accompagnaient le système. Pour eux, le caoutchouc signifiait l'accès aux biens de consommation importés, et quand l'Amérique n'en voulait plus, leur société est devenue plus pauvre. (Giles-Vernick 2002 : 166)

La Belgique était aussi impliquée, malgré les souvenirs amers laissés par les scandales sous l'État Indépendant du Congo. (Becquet 1945 : 72) Le gouvernement colonial a créé une obligation légale par l'ordonnance du 10 mars 1942, imposant 60 jours de travail par ans pour certaines tâches, dont la récolte de caoutchouc sauvage. (BACB 1961 : 102 ; Henry 1983 : 396, n. 47) Ce dernier ne constituait que 7% des 1.127 tonnes exportées en 1939, mais 70% des 7.989 tonnes exportées en 1945. (BACB 1961 : 107) Ceci dit, le gouvernement cherchait aussi à offrir un prix rémunérateur, des primes en espèces et en nature, des facilités d'approvisionnement en tissus et autres biens importés, des moyens de transport, et un encadrement technique. (Becquet 1945 : 72 ; Cornelis 1983 : 60-1, 70, 86)

Dans les empires autoritaires, il y avait moins de violence qu'on aurait pu le croire. L'Espagne franquiste, très à court de caoutchouc, voulait augmenter ses importations de Guinée Équatoriale à 3.000 tonnes par an, en payant les indigènes du Río Muni cinq *pesetas* par kilo. Mais Madrid n'a reçu que 100 tonnes en 1945 de sa colonie, la moitié de ses importations en 1939. (Nosti 1948a : 88 ; Nosti 1948b : 208) Le Portugal salazariste, neutre et disposant d'un empire plus qu'autosuffisant en caoutchouc, dépendait surtout de la Guinée-Bissau pour ses propres besoins. (Fonseca 1947 : 51-2) Dans cette petite colonie, les prix officiels ont mené à une flambée de la production, qui a atteint 1.200 tonnes en 1943. (Sá 1946 : 193 ; Monteiro 1944 : 75-6 ; 179-80, 272-5) L'Angola, produisant aussi autour de 1.000 tonnes, exportait plutôt son caoutchouc en Afrique du sud. (Santos 1945 : 223) Les planteurs portugais plaidaient contre tout système de collecte obligatoire de caoutchouc sauvage qui les priverait de leur main-d'œuvre. (Carneiro 1947 : 87-8)

Aussi, la contrainte figurait peu dans l'empire britannique. En Gold Coast [Ghana], même les auteurs africains nationalistes n'en font pas mention, et une thèse de doctorat sur la guerre n'en souffle pas mot. (La Anyane 1963 : 137 ; Holbrook 1978 : 272-3) Au Cameroun britannique, l'appel de 1942 n'ayant eu que peu d'échos, le Wild Rubber Order de 1943 a imposé un quota de 3 livres par mois par homme, mais sans beaucoup d'effets. (Epale 1985 : 125-7) Ceci dit, un rapport de 1944 se plaignait des méthodes énergiques employées par les chefs africains dans la région de Bamenda. (Ndi 1986 : 214) En Rhodésie du nord [Zambie], le gouvernement a augmenté le prix, tout en faisant appel aux populations locales au nom de la solidarité dans la guerre. (Hobson 1960 : 39-40) En Éthiopie, prise aux Italiens en 1941, les Anglais ont dû payer dix fois le prix officiel, pour obtenir la quantité dérisoire de 25 tonnes entre 1943 et 1945. (Hurstfield 1953 : 168, 370)

Les petits et moyens planteurs dans la guerre

L'idée fixe de la cueillette masquait souvent la petite production de caoutchouc. Quand d'anciennes plantations villageoises étaient remises en condition en temps de guerre, la saignée relevait plutôt de l'agriculture que de la cueillette. Or les Britanniques dans la Gold Coast [Ghana] classaient l'exploitation de bosquets de *Funtumia* comme récolte de caoutchouc sauvage. (La Anyane 1963 : 137). De même, les statistiques françaises de production indigène commercialisée camerounaise sous-entendaient que c'était entièrement du caoutchouc sauvage, tout en indiquant qu'en fait une partie provenait d'hévéas. (France 1947 : 63) En Afrique Équatoriale Française, Weistein mentionne la saignée d'arbres abandonnés avant la récolte de caoutchouc sauvage. (Weinstein 1972 : 268) Au Congo belge aussi, beaucoup d'arbres abandonnés revenaient en production, ci-inclus du *Manihot* et du *Funtumia*. (Becquet 1945 : 72)

La Guinée-Bissau fournit un autre exemple de ce problème. Malgré les références constantes à l'extraction de caoutchouc des lianes *Landolphia*, une partie des exportations de cette colonie portugaise venait de petites exploitations de *Manihot*. (Monteiro 1944 : 180-1) Les Capverdiens plantaient des haies vives de *Manihot*, peu ou pas saignées en temps normaux, et ils ont transféré cette habitude en Guinée-Bissau, où ils étaient nombreux. (Fonseca 1947 : 56-7) Les 17 tonnes exportées des Îles du Cap-Vert en 1942, ignorées par la FAO, provenaient sans doute de telles haies. (RSB, 1, 1, 1946 : 14)

Les Français ont soutenu les petits planteurs, sans que leurs efforts aient pu contribuer à l'effort de guerre. Dès 1940, Leclerc au Cameroun a encouragé la formation de petites parcelles de caoutchouc le long des pistes, en zone forestière. (Serier 1993 : 199) En 1943, les autorités ont lancé un « plan d'hévéaculture indigène » dans le sud-est du Cameroun, utilisant une partie des revenus tirés du caoutchouc de cueillette pour stimuler l'économie de cette région déshéritée. Le modèle adopté prévoyait des « plantations familiales » d'un hectare, correspondant aux efforts d'une personne pendant une journée, mais avec la possibilité d'agrandir les exploitations. Les pépinières étaient constituées en 1943, avec des graines fournies par la SAFA, et les premiers plants étaient distribués en 1945. (Juliat et al. 1951 : 217-21) En Afrique Équatoriale Française [AEF], Félix Éboué a suivi une politique semblable. (Thompson et Adloff 1960 : 195-6 ; Zocizoum 1983 : I, 186) En 1941, il a créé la station expérimentale d'Oyem, au Gabon, pour le « développement de l'hévéaculture indigène ». La SAFA était de nouveau la source de graines. (Crubilé 1950 : 317-8)

Les Belges ont aussi encouragé leurs sujets à planter de l'hévéa. Il semble que c'était encore une obligation légale, les agronomes recommandant une densité assez forte, de 1.600 plants à l'hectare. (Serier 1993 : 199) En 1943, sur environ 50.000 hectares, 20.000 appartenaient à des indigènes. (Becquet 1945 : 73) En 1945, les Africains possédaient 28.143 hectares d'hévéas, comparé à seulement 2.099 en 1941. (BACB 1961 : 102)

Dans les colonies britanniques, par contre, la coercition administrative n'apparaissait pas. La PAMOL a fourni des graines d'hévéas aux petits planteurs du centre-ouest nigérien, donnant une nouvelle impulsion au développement de la paysannerie du caoutchouc. (Edington 1991 : 5) En Ouganda, les planteurs indigènes de l'ancien royaume de Buganda disposaient de presque 250 hectares en hévéas en 1944, contre 2.800 en mains européennes. (Uganda 1946 : 41)

Le Libéria a connu un développement assez particulier, avec des plantations moyennes, mais peu ou pas de petits planteurs. Grâce aux efforts de la Firestone, de nouvelles plantations ont vu le jour le long des pistes dès 1941, appartenant à l'élite

créole. La compagnie distribuait gratuitement les jeunes plants, fournissait gratuitement l'aide technique, et accordait des prêts sans intérêt. Tout le caoutchouc devait alors être acheté par la Firestone, à un prix fixe. (Salles 1979 : 167) En 1946, il y avait à peu près 140 planteurs de ce type dans le pays. (Kraaij 1983 : I, 445-6)

L'après-guerre - optimisme et désenchantement

Une fois la guerre passée, certaines initiatives ont persisté, en partie du fait de la durabilité de l'hévéa. Cet arbre mérite particulièrement son appellation de « culture pérenne », car il vit et produit plusieurs dizaines d'années. Aussi, la montée du communisme en Asie a renouvelé les besoins stratégiques et les politiques de stockage, tout en réduisant la production en Asie du sud-est. (Baulkwill 1989)

Beaucoup de territoires « opportunistes », n'ayant produit que du fait de la guerre, ont disparu des statistiques après 1945, des îles du Cap-Vert aux Seychelles, et de l'Angola au Soudan. La cueillette était essentiellement terminée, même si la guerre de Corée a provoqué une ultime réaction en AOF. (Afrique Occidentale Française 1951 : 70) Restaient essentiellement les « quatre grands » de l'hévéa : le Libéria, le Nigéria, le Cameroun, et le Congo Kinshasa. (RSB)

Après une brève période d'optimisme concernant le caoutchouc en Afrique, les conditions qui avaient favorisé l'expansion se sont inversées. D'une part, le caoutchouc synthétique, que certains avaient pensé abandonner après la guerre, s'est maintenu aux Etats-Unis et en Allemagne, bénéficiant de l'abondance et des prix bas du pétrole. La production a gagné de nouveaux pays industrialisés, tels la France, la Grande-Bretagne, et le Japon. (Morris 1989) D'autre part, une bonne partie de l'Asie est sortie de ses crises: la Malaisie a maté l'insurrection communiste vers la fin des années 1950, et la situation en Indonésie s'est stabilisée après la chute de Sukarno en 1965. Il est vrai que l'Indochine s'est enfoncée dans le borbier de la guerre, suivie par la mainmise communiste sur les plantations en 1975. Mais la production cambodgienne et vietnamienne était bien moindre que celle de la Malaisie et de l'Indonésie, et la Thaïlande a pris la relève. (Baulkwill 1989 ; Barlow et al. 1994) Enfin et surtout, en dépit de quelques exceptions, les indépendances en Afrique, à partir de 1957, ont généré des politiques économiques désastreuses, décourageant les producteurs.

Les grandes plantations après 1945

Les grandes plantations ont maintenu un certain élan après la guerre, mais elles ont perdu du terrain. Comme les gouvernements n'étaient plus prêts à les soutenir à outrance, pour des raisons politiques et sociales en cette époque de lutte pour l'indépendance, les faiblesses intrinsèques des sociétés devenaient plus évidentes, notamment leurs coûts élevés, et leurs difficultés à se procurer des travailleurs. La qualité de leur caoutchouc était supérieure, mais pas au point de compenser pour ces défauts. En plus, les sociétés ont perdu leur rôle de transfert de technologie, au profit d'organismes étatiques, qui soutenaient autant les petits que les grands planteurs.

Le Libéria est sorti de la guerre comme le plus gros exportateur de caoutchouc en Afrique, essentiellement produit par une seule compagnie étrangère. Le président Tubman a réagi en tentant de diversifier l'économie du pays vers le cacao et le café, mais avec des résultats médiocres. (Salles 1979 : 167-8) La Firestone est restée profondément ancrée dans le pays, même si l'abolition du travail forcé en 1962 a miné une de ses fondations. (Kraaij 1983 : I, 445)

Au Nigéria, les plantations ont progressivement perdu leur part du marché, au profit des petits et moyens planteurs. Les gouvernements des provinces de l'ouest et

de l'est ont créé des plantations rivales à celles des Européens, avec des fonds et des gérants occidentaux, mais passablement bureaucratiques. (Helleiner 1966 : 118-22) Les années 1952-62 ont reçu l'appellation « *plantations decade* », parce que 36 sur 44 plantations dans le sud du pays ont été fondées en cette décennie, mais seulement 5% des 60,000 tonnes de caoutchouc produites par le Nigéria en 1961 provenaient encore des grandes plantations. (Udo 1965 : 364, 367). La guerre de Corée, au début des années 1950, a stimulé les profits tirés du caoutchouc de la PAMOL, mais l'huile de palme rapportait plus à cette filiale d'Unilever à partir de 1947. (Fieldhouse 1994 : 211, 219) D'ailleurs, d'une manière générale, la Unilever s'est repliée sur ses activités commerciales, tout en développant un secteur industriel de substitution aux importations. (Fieldhouse 1978)

Au Cameroun occidental, réuni avec le reste du Cameroun en 1961, les anciennes plantations allemandes ont été nationalisées en 1946, formant la Cameroon Development Corporation [CDC]. Les hévéas étaient en assez mauvais état, suite à leur surexploitation pendant la guerre, mais la CDC a pris la décision d'aller de l'avant avec cette denrée. (Bederman 1968 : 45) La surface plantée en hévéas a plus que doublée entre 1955 et 1975. (Epale 1985 : 158, 206)

Pour la Socfin, groupe privé et étranger, la période a été plus houleuse au Cameroun, quoique sans conséquences dramatiques à long terme. L'importance du caoutchouc de Dizangué était rehaussée par la guerre d'Indochine, aux yeux de la France, et en 1954 la SAFA produisait 3.100 tonnes. Mais les nationalistes camerounais, très militants dans la région, voyaient la SAFA comme une enclave colonialiste et capitaliste. Malgré l'abolition du travail forcé après la guerre, les rapports sociaux sur la plantation étaient très tendus au début des années 1950, et les grèves étaient constantes. (Joseph 1977 : 139-41, 254) Néanmoins, une fois l'insurrection de l'UPC matée, la Socfin a pu consolider ses affaires sous un gouvernement remarquablement stable et conservateur après 1960. (Suret-Canale 1972 : 351-2) En 1975, quelques 20.000 hectares étaient plantés en hévéas à Dizangué. (Edington 1991 : 8)

La situation difficile au Cameroun a encouragé la Socfin à étendre ses activités à l'Oubangui-Chari [RCA]. En 1946, la SAFA a donc acquis une concession de 3.000 hectares dans la forêt de la Lobaye, près de M'Baiki. Elle a appelé sa nouvelle plantation Henri Chamaulte, en honneur du dirigeant de Dizangué. (*RAS* 1946 : 6-7 ; Thompson et Adloff 1960 : 195 ; Kalck 2005 : 167) Plus de 1.000 hectares étaient déjà défrichés en 1948. (Crubilé 1950 : 318) Deux sociétés, bien plus petites, ont aussi essayé le caoutchouc en AEF après la guerre, la SIAO en Oubangui-Chari, et la Société Industrielle et Agricole de la N'gounié [SIANG] au Gabon. (Crubilé 1950 : 318) En fin de compte, le caoutchouc n'a pas fait la percée espérée en AEF. Les Palmeraies et Hévéas du Gabon, filiale de la UAC [groupe Unilever] fondée en 1956, ont mis l'accent sur l'huile de palme, et n'ont pas eu de succès. (Fieldhouse 1994 : 219)

Les grandes plantations de caoutchouc ont initialement bien réussi au Congo belge, mais une indépendance chaotique a mis fin à ces espoirs après 1960. Les Huileries du Congo Belge, du groupe Unilever, avaient presque 7.000 hectares en hévéas, et ont produit plus de 6.000 tonnes de caoutchouc en 1959, leur chant du cygne. (Fieldhouse 1978 : 494, 530) Les plantations de la Socfin se sont aussi développées dans la région de Tshuapa, malgré les sols très pauvres, atteignant 20.000 hectares en 1956. Mais en 1974, elles étaient « zaïrianisées » par le régime de Mobutu. (ASB 1985)

Les petits et moyens planteurs après 1945

Le centre-ouest du Nigéria a consolidé sa position comme le plus grand centre de petits planteurs de caoutchouc en Afrique. Dans les années 1950, la plupart des chefs de famille Edo disposaient de quelques centaines d'hévéas, utilisant les garçons adolescents et les femmes de la maisonnée comme main-d'œuvre. Certains sont devenus de moyens planteurs, possédant quelques centaines d'hectares. Habitant la ville de Benin, ils employaient des travailleurs salariés, souvent d'ethnie Igbo, et devenaient commerçants de caoutchouc. (Bradbury et Lloyd 1957 : 24, 29, 45, 63)

Au début des années 1960, plus de 95% du caoutchouc du Nigéria était cultivé sur des parcelles paysannes de un à deux hectares, surtout dans nouvelle province du centre-ouest. La qualité n'était pas très bonne, et les prix étaient assez bas en conséquence. Cette paysannerie dynamique a néanmoins propulsé le Nigéria sur le devant de la scène africaine. Au début des années 1960, le caoutchouc représentait entre 6% et 8,5% des exportations totales du pays, et en 1964 le Nigéria a dépassé le Libéria comme le plus gros producteur africain, avec 66.000 tonnes par an. (Helleiner 1966 : 118-22) La demande locale s'est aussi accrue avec la création par Michelin et Dunlop de deux usines de pneus, en 1962 et 1963. (Kilby 1975 : 501-2)

Les petites et moyennes plantations n'ont pas connu le même succès ailleurs en Afrique occidentale, malgré un certain progrès. Au Libéria, les plantations moyennes des Créoles se sont développées, avec plusieurs centaines en place dans les années 1970, et les petits planteurs ont fait une apparition timide. (Salles 1979 : 167, 173) Dans la Sierra Leone voisine, l'héritier de la plantation de Falaba s'est déplacé au Libéria pour étudier les techniques utilisées. De retour en 1962, il a reçu des prêts du gouvernement, construit une nouvelle fabrique, dégagé des arbres vieux de cinquante ans, planté des nouveaux, et engagé des Libériens formés à l'hévéaculture. En 1965, sa fabrique produisait six tonnes de caoutchouc par mois. (Gwynne-Jones 1965 : 23, 26)

Au Cameroun, les espoirs suscités par la guerre n'ont pas été suivis d'effets. Les gros efforts entrepris par les Bakwiri, populations autochtones de la région du Mont Cameroun, pour se faire restituer leurs terres par la CDC après 1945 n'ont pas abouti. (Epale 1985 : 135-6, 147-56) La CDC, organe de l'état, se considérait comme tenant la région au nom des populations locales, et pour leur bien. Néanmoins, les pressions politiques l'ont obligé à accepter le principe d'intégrer des petits planteurs de caoutchouc dans ses opérations en 1964. (Bederman 1968 : 18-19, 72-3) Au Cameroun oriental, les plans français pour créer une paysannerie du caoutchouc dans le sud-est ont échoué. En 1954, seulement 300 tonnes sur les 3.100 exportées ne provenaient pas de la SAFA. (Joseph 1977 : 139)

Les espoirs de Félix Éboué de créer une paysannerie du caoutchouc en AEF ont connu le même sort. La contrainte administrative, impliquée dans l'expression « faire établir » 1.200 hectares d'hévéas à Minvoul en 1944-45, a probablement contribué au manque de succès du programme dans cette partie du nord du Gabon. (Crubilé 1950 : 317-8) Au Congo Brazzaville, une société coopérative indigène a vu le jour près de Komono en 1946, avec 300 hectares en hévéas, mais sans succès apparent. (Crubilé 1950 : 318 ; Thompson et Adloff 1960 : 195-6)

La situation était aussi décourageante au Congo Kinshasa. En 1946, les petits planteurs disposaient de 28.000 hectares d'hévéas, à peu près 40% de la surface plantée. (BACB 1961 : 102 ; Becquet 1945 : 73). Mais en 1950, les exportations des indigènes ne représentaient que 2% du total de 9.000 tonnes, la cueillette ayant cessé. Le rapport aux chambres restait optimiste, estimant que les plantations indigènes « entrent graduellement en production ». (Belgium 1951 : 197, 254) Cependant, les

plantations européennes continuaient à dominer la situation. En 1952, la province de l'Équateur à elle seule produisait autour de 10.000 tonnes de caoutchouc, et les Africains n'étaient pas mentionnés. (Doucy et Feldheim 1954) Il est possible que les fortes contraintes exercées par l'administration, avant et pendant la guerre, aient mené les paysans congolais à boudier l'hévéa.

Conclusion

À nouveau, selon de multiples observateurs, il semblait que le caoutchouc n'avait plus d'avenir en Afrique dans les années 1970. Le caoutchouc sauvage n'était plus qu'un souvenir historique. Les plantations européennes ne s'en sortaient pas sans la béquille coloniale et néo-coloniale, et leurs fiefs libériens et camerounais étaient menacés par les mêmes forces qui déchiraient le Congo, devenu Zaïre. Les petits planteurs du Nigéria, de loin les plus notoires en Afrique, faisaient face aux affres d'une économie entièrement dominée par le pétrole après 1973.

Cependant, l'histoire de ces dernières décennies montre qu'il ne faut jamais perdre l'espoir. L'assainissement de certaines économies africaines, et les crises du cacao, ont ouvert de nouvelles possibilités à l'hévéa. Surtout, le dynamisme de l'agriculture familiale reste un atout considérable pour l'Afrique.

SOURCES

Abeele, M. van den (1968) 'Hallet, Robert,' in *Biographie belge d'outremer*, vol. 6, cols. 450-2, Brussels: Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer .

Afrique Équatoriale Française (1951) *Annuaire statistique de l'Afrique Équatoriale Française, volume 1, 1936-1950*, Brazzaville: Haut Commissariat de l'Afrique Équatoriale Française.

Afrique Occidentale Française (1950) *Annuaire statistique de l'Afrique Occidentale Française, édition 1949*, Paris: Imprimerie Nationale.

Afrique Occidentale Française (1951) 'Inspection générale de l'agriculture: rapport annuel, 1950' (typescript).

Allen, Hugh (1949) *The house of Goodyear: fifty years of men and industry*, Cleveland (OH): [Goodyear].

ANC 1912 = Archives Nationales du Cameroun, Fonds Allemand, 1/807, Denkschrift 1912.

Anciaux, Léon (1955) *La participation des Belges à l'oeuvre coloniale des Hollandais aux Indes orientales*, Brussels: Institut Colonial Royal Belge.

ASB 1985 = Archives de la Socfin, Bruxelles, F. Veldekens, 'Robert Hallet' 1985.

Aubréville, A. (1949) 'Les forêts,' in Guernier, Eugène, ed. *Afrique Occidentale Française*, vol. 1, pp. 371-90, Paris: Encyclopédie Coloniale et Maritime.

BA 1924 = Bundesarchiv, Reichskolonialamt, 3513, Übersicht 1924.

BACB 1961 = *Bulletin Agricole du Congo Belge, volume jubilaire, 1910-1960* (1961)

- Brussels: Ministère du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
- Barlow, Colin, Jayasuriya, Sisira, and Tan, C. Suan (1994) *The world rubber industry*, London: Routledge.
- Baulkwill, W. J. (1989) 'The history of natural rubber production,' in C. C. Webster and W. J. Baulkwill, eds, *Rubber*, pp. 1-56, Harlow: Longman.
- Becquet, A. (c. 1945) 'Le caoutchouc,' in *Congo belge 1944*, pp. 72-3, [Léopoldville]: Imprimerie du Gouvernement-Général.
- Bedermann, Sanford H. (1968) *The Cameroons Development Corporation, partner in national growth*, Botsa: Cameroons Development Corporation.
- Belgium (1951) *Rapport sur l'administration de la colonie du Congo Belge pendant l'année 1950, présenté aux chambres législatives*, Brussels: Edimco.
- Boulle, Pierre (1983) *Sacrilege in Malaya*, Kuala Lumpur: Oxford University Press.
- Bradbury, R. E., and Lloyd, P. C. (1957) *The Benin kingdom and the Edo-speaking peoples of south-western Nigeria, together with a section on the Itsekiri*, London: International African Institute.
- Brazier, S. A. (1952) 'The rubber industry in the 1939-45 war,' in Schidrowitz, P., and Dawson, T. R., eds. *History of the rubber industry*, pp. 316-26, Cambridge: W. Heffer & sons Ltd.
- Brown, Harold (1914) *Rubber: its sources, cultivation and preparation*, London: John Murray.
- Carneiro, Carlos (1947) *O Amboim*, Lisbon: Pro Domo.
- Clarence-Smith, William G. (1997) 'The Rivaud-Hallet plantation group in the economic crises of the inter-war years,' in Pierre Lanthier and Hubert Watelet, eds., *Private enterprises during economic crises: tactics and strategies*, pp. 117-32, Ottawa: Legas.
- Clarence-Smith, William G. (à paraître) 'La Socfin (Groupe Rivaud) entre l'Axe et les Alliés dans la deuxième guerre mondiale,' in Hervé Joly et al. eds., *Les entreprises et l'outre-mer en 1939-1945*, Paris: CNRS.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine (1972) *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires, 1898-1930*, Paris: Mouton.
- Cornelis, H. A. A. (1983) 'Belgisch Congo en Ruanda-Urundi tijdens de Tweede Wereldoorlog: de economische en financiële situatie,' in *Le Congo Belge durant la deuxième guerre mondiale*, pp. 51-81, Brussels: Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer.

- Cowen, Michael, and Westcott, Nicholas (1986) 'British imperial economic policy during the war,' in David Killingray and Richard Rathbone, eds., *Africa and the Second World War*, pp. 20-67, Basingstoke: Macmillan.
- Crubilé, Daniel (1950) 'Le caoutchouc,' in Guernier, Eugène, ed. *Afrique Équatoriale Française*, pp. 317-18, Paris: Encyclopédie Coloniale et Maritime.
- Dean, Warren (1987) *Brazil and the struggle for rubber, a study in environmental history*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Dickson, Kwamina B. (1969) *A historical geography of Ghana*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Doucy, A., and Feldheim, P. (1954) 'Notes on some effects of industrialization in two districts of the Belgian Congo,' Working paper, Conference of social sciences on the social impact of industrialization and urban conditions in Africa, Abidjan.
- Edington, J. A. S. (1991) *Rubber in West Africa*, London: Rex Collings.
- Epale, Simon J. (1985) *Plantations and development in Western Cameroon, 1885-1975*, New York: Vantage Press.
- Etoga Eily, F. (1971) *Sur les chemins du développement, essai d'histoire des faits économiques du Cameroun*, Yaoundé: Centre d'Édition et de Production de Manuels et d'Auxiliaires de l'Enseignement.
- FAO 1947 = Food and Agriculture Organization, *Yearbook of food and agricultural statistics, 1947*, Washington.
- Fieldhouse, D. K. (1978) *Unilever overseas, the anatomy of a multinational, 1895-1965*, London: Croom Helm.
- Fieldhouse, D. K. (1994) *Merchant capital and economic decolonization: the United Africa Company, 1929-1987*, Oxford: Clarendon Press.
- Finlay, Mark (2009) *Growing American rubber: strategic plants and the politics of national security*, New Brunswick: Rutgers University Press.
- Fonseca, Armando X. da (1947) 'A produção de borracha no nosso império e o consumo nacional,' *Boletim Geral das Colónias*, 23, 268, pp. 51-5.
- France, Ministère de la France d'Outre-Mer (1947) *Annuaire statistique du Cameroun, volume I, 1938-1945*, Paris: Imprimerie Nationale.
- Franzini, Ange (1950) 'La forêt,' in Guernier, Eugène, ed. *Afrique Équatoriale Française*, pp. 347-59, Paris: Encyclopédie Coloniale et Maritime.
- Giles-Vernick, Tamara (2002) *Cutting the vines of the past: environmental histories of the Central African rain forest*, Charlottesville: University Press of Virginia.

- González García, José M. (1998) 'Los orígenes de la industria del caucho en el País Vasco, 1923-1950,' *Vasconia*, 25, pp. 187-93.
- Great Britain, Naval Intelligence Division (1942) *French Equatorial Africa and Cameroons*, Oxford: HMSO.
- Great Britain, Naval Intelligence Division (1944) *The Belgian Congo*, ****: HMSO.
- Guillermin, A. (1947) 'Les forêts,' in Marcel de Coppet, ed., *Madagascar et Réunion*, pp. 23-42, Paris: Encyclopédie de l'Empire Français.
- Gwynne-Jones, D. R. G. (1965) 'Rubber production in Sierra Leone,' *The Bulletin: the Journal of the Sierra Leone Geographical Association*, 9, pp. 23-6.
- Hailey, William M (1938) *An African survey: a study of problems arising in Africa south of the Sahara*, London: Oxford University Press.
- Helleiner, Gerald K. (1966) *Peasant agriculture, government, and economic growth in Nigeria*, Homewood (IL): Richard D. Irwin.
- Henry, J.-M. (1983) 'L'INEAC en Afrique pendant la seconde guerre mondiale,' in *Le Congo Belge durant la deuxième guerre mondiale*, pp. 313-97, Brussels: Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer.
- Hobson, R. H. (1960) *Rubber: a footnote to Northern Rhodesian history*, Livingstone: Rhodes-Livingstone Museum.
- Holbrook, Wendell P. (1978) 'The impact of the Second World War on the Gold Coast, 1939-1945,' PhD, Princeton University.
- Hurstfield, J. (1953) *The control of raw materials*, London: HMSO.
- IRJ = India-Rubber Journal*
- Johnson, R. W. (1972) 'French imperialism in Guinea,' in Roger Owen and Bob Sutcliffe, eds., *Studies in the theory of imperialism*, pp. 230-47, London: Longman.
- Joseph, Richard (1977) *Radical nationalism in Cameroon*, Oxford: Clarendon Press.
- Joye, Pierre, and Lewin, Rosine (1961) *Les trusts au Congo*, Brussels: Société Populaire d'Éditions.
- Juliat, R., et al. (1951) 'Le Cameroun, pays agricole,' in Guernier, Eugène, and Briat, René, eds., *Cameroun; Togo*, pp. 173-227, Paris: Encyclopédie Coloniale et Maritime.
- Kalck, Pierre (1959) *Réalités ousanguiennes*, Paris: Berger-Levrault.
- Kalck, Pierre (2005) *Historical dictionary of the Central African Republic*, Lanham (MD) Scarecrow Press.

- Kenya (1946) *Annual report of the Department of Agriculture 1945*, Nairobi: Government Printer.
- Kilby, Peter (1975) 'Manufacturing in colonial Africa,' in Peter Duignan and L. H. Gann, eds., *Colonialism in Africa, Volume 4, the economics of colonialism*, pp. 470-520, Cambridge: Cambridge University Press.
- Kraaij, F. P. M. van der (1983) *The open door policy of Liberia: an economic history of modern Liberia*, Bremen: Übersee-Museum.
- La Anyane, Seth (1963) *Ghana agriculture: its economic development from early times to the middle of the twentieth century*, London: Oxford University Press.
- Larebo, Haile Miriam (1994) *The building of an empire: Italian land policy and practice in Ethiopia, 1935-1941*, Oxford: Oxford University Press.
- Lief, Alfred (1951) *The Firestone story: a history of the Firestone Tire and Rubber Company*, New York: McGraw-Hill.
- Marshall, Jonathan (1995) *To have and have not: Southeast Asian raw materials and the origins of the Pacific War*, Berkeley: University of California Press.
- McFadyean, Andrew (1944) *The history of rubber regulation, 1934-1943*, London: George Allen and Unwin.
- Medlicott, William N. (1952-1959) *The economic blockade*, London: HMSO.
- Metzger, Chantal (2002) *L'empire colonial français dans la stratégie du troisième reich, 1936-45*, Bern: Peter Lang.
- Monteiro, Ricardo Vaz (1944) 'Relatório do governador,' Bissau (typescript).
- Morris, Peter J. T. (1982) 'The development of acetylene chemistry and synthetic rubber by I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft, 1926-1945,' D. Phil. Thesis, Oxford.
- Morris, Peter J. T. (1989) *The American synthetic rubber research program*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Mukasa, S. K. (1970) 'Rubber,' in J. D. Jameson, ed., *Agriculture in Uganda*, pp. 210-11, London: Oxford University Press.
- Ndi, Anthony (1986) 'The Second World War in southern Cameroon and its impact on mission-state relations,' in David Killingray and Richard Rathbone, eds., *Africa and the Second World War*, pp. 204-31, Basingstoke: Macmillan.
- Nelson, Samuel H. (1994) *Colonialism in the Congo basin, 1880-1940*, Athens (OH): Ohio University.

- Nosti Nava, J. (1948a) *Agricultura de Guinea, promesa para España*, Madrid: Instituto de Estudios Africanos.
- Nosti [Nava], J. (1948b), 'Miscelanea agrícola, tercera serie,' in *Anuario agrícola de los territorios españoles del Golfo de Guinea*, pp. 167-269, Madrid: Dirección General de Marruecos y Colonias.
- Onana-Mfege, André-Hubert (2006) *Les Camerounais et le Général de Gaulle*, Paris: L'Harmattan.
- Padirac, Raymond de (1993) *L'Institut de Recherches sur le Caoutchouc, 1936-1984*, Montpellier: CIRAD.
- Pirelli, Piero (1937) 'L'industria della gomma e dei conduttori elettrici isolati,' in Luigi Lojacono, ed., *L'indipendenza economica italiana*, pp. 519-27, Milan: Ulrico Hoepli.
- RAS = Rapport Annuel de la Socfin.*
- RSB = Rubber Statistical Bulletin.*
- Sá, Caetano de (1946) 'Economia e estatística,' *Boletim Cultural da Guiné Portuguesa*, 1, pp. 191-9, 607-22, & 893-8.
- Salles, Paulette (1979) 'Plantations au Libéria,' in C. Cauvin et al., *Plantations industrielles et productions paysannes (Côte d'Ivoire, Libéria, Cambodge, Indonésie)*, pp. 158-232, Talence: Centre d'Études de Géographie Tropicale.
- Santos, Afonso Costa Valdez Thomaz dos (1945) *Angola, coração do império*, Lisbon: Agência Geral das Colónias.
- Schulze, Willi (1973) *Liberia: länderkundliche Dominanten und regionale Strukturen*, Darmstadt: Buch Gesellschaft.
- Schoofs, Maurice (1944) *La préparation du caoutchouc en Extrême-Orient*, Brussels: Ministère des Colonies (& *Bulletin Agricole du Congo Belge*, 35, 1, 1944).
- Serier, Jean-Baptiste (1993) *Histoire du caoutchouc*, Paris: Desjonquères.
- Stonelake, Alfred R. (1937) *Congo, past and present*, London: World Dominion Press.
- Suret-Canale, Jean (1971) *French colonialism in tropical Africa, 1900-1945*, London: C. Hurst.
- Suret-Canale, Jean (1972) *Afrique noire, occidentale et centrale: tome 3, de la colonisation aux indépendances*, Paris: Éditions Sociales.
- Taylor, Wayne C. (1956) *The Firestone operations in Liberia*, [Washington]: National Planning Association.

- Thompson, Virginia, and Adloff, Richard (1960) *The emerging states of French Equatorial Africa*, Stanford: Stanford University Press.
- Treue, Wilhelm (1955) *Gummi in Deutschland: die deutsche Kautschukversorgung und Gummi-Industrie im Rahmen weltwirtschaftlicher Entwicklungen*, Munich: F. Bruckmann.
- Udo, R. K. (1965) 'Sixty years of plantation agriculture in southern Nigeria,' *Economic Geography*, 41, 4, pp. 356-68.
- Uganda (1946), *Annual report of the Department of Agriculture, July 1 1944 to June 30 1945*, Entebbe: Government Printer.
- Vathaire, Aurélia de (2009) 'Les écrivains-planteurs français de caoutchouc en Malaisie, 1905-1957,' Thèse de doctorat, Université de La Rochelle.
- Weinstein, Brian (1972) *Éboué*, London: Oxford University Press.
- Wendt, Paul (1947) 'The control of rubber in World War II,' *The Southern Economic Journal*, 13, 3, pp. 203-27.
- Westcott, Nicholas (1982) 'The impact of the Second World War on Tanganyika, 1939-51,' PhD thesis, Cambridge University.
- Westcott, Nicholas (1986) 'The impact of the Second World War on Tanganyika, 1939-49,' in David Killingray and Richard Rathbone, eds., *Africa and the Second World War*, pp. 143-59, Basingstoke: Macmillan.
- Whitford, H. N., et Anthony, A. (1926) *Rubber production in Africa*, Washington: US Department of Commerce and Trade (Promotion Series, No. 34).
- Willame, J.-C. (1983) 'Le Congo dans la guerre: la coopération économique belgo-alliée de 1940 à 1944,' in *Le Congo belge durant la deuxième guerre mondiale*, pp. 213-52, Brussels: Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer.
- Zoetizoum, Yarisse (1983) *Histoire de la Centrafrique, Tome 1, 1879-1959*, Paris: L'Harmattan.